



La Banque publique d'investissement

Bruno Parent a remis le 31 juillet 2012 à Pierre Moscovici, ministre de l'économie et des finances, le rapport de la mission de préfiguration de la Banque publique d'investissement (BPI).

La mission de préfiguration recommande que la BPI offre une palette de services couvrant l'ensemble des besoins des entreprises, prioritairement les PME et les entreprises de taille intermédiaire de croissance. La mission préconise que la banque soit constituée dans une première étape sous la forme d'une holding regroupant Oséo, CDC entreprises et le Fonds stratégique d'investissements, qui déterminerait la stratégie générale, piloterait le réseau régional et assurerait la gestion des risques. Dans une seconde étape, elle pourrait intégrer des fonctions de soutien à l'export.

La BPI s'appuierait sur un réseau déconcentré composé de directions régionales qui assumeraient l'essentiel des décisions financières, au service du développement territorial. Un point d'entrée unique d'entrée pour les entreprises serait constitué dans chaque région.

La synthèse du rapport est disponible en téléchargement sur :

<http://www.economie.gouv.fr/files/synthese-rapport-mission-de-prefiguration-bpi.pdf>

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

Actualité européenne

1- BCE

- Politique monétaire

Lors de sa réunion du 2 août 2012, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé que le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt demeureront inchangés, à respectivement 0,75 %, 1,50 % et 0,00 %. M. Draghi, Président de la BCE, a souligné lors de sa conférence de presse que « l'inflation devrait encore diminuer au cours de l'année 2012 et revenir en deçà de 2 % en 2013. (...) Dans le même temps, la croissance économique demeure faible dans la zone euro, dans un contexte de tensions persistantes sur les marchés financiers et de renforcement de l'incertitude qui pèsent sur la confiance et le climat des affaires. Une nouvelle intensification des tensions sur les marchés financiers pourrait affecter à la baisse la balance des risques pour la croissance et l'inflation. »

- Faux billets en euros

Au cours du premier semestre 2012, 251 000 faux billets en euros ont été retirés de la circulation, soit une baisse de 15,2 % par rapport au premier semestre 2011. Les coupures de 20 euros et de 50 euros demeurent les valeurs les plus contrefaites avec 77 % du nombre total des contrefaçons. Au cours de la période, la part des faux billets de 20 euros a diminué, tandis que celle des fausses coupures de 50 euros a légèrement augmenté. Les coupures de 100 euros représentent pour leur part, 17 % de la contrefaçon.

Pour mémoire, le nombre de billets authentiques en circulation s'est élevé en moyenne à 14,6 milliards d'euros au premier semestre 2012.

2 – Commission européenne

Le 3 juillet 2012, la Commission européenne a présenté un paquet législatif visant à améliorer la protection des consommateurs dans le domaine des services financiers. Ce paquet comprend trois propositions législatives : une proposition de règlement sur les documents d'information clés concernant les produits d'investissement de détail (PID), une révision de la directive sur l'intermédiation en assurance (DIA) et une proposition visant à renforcer la protection des acheteurs de fonds d'investissement (actuellement régie par la directive sur les organismes de placement des valeurs mobilières, OCPVM).

Outre-mer

M. Victorin Lurel, ministre des outre-mer, a présenté en Conseil des ministres du 25 juillet 2012 une communication relative à la politique de la vie chère dans les outre-mer. Le ministre a annoncé qu'un projet de loi destiné à améliorer le fonctionnement de la concurrence dans les outre-mer pour lutter contre la vie chère sera soumis au Parlement à la prochaine rentrée parlementaire.

Publications

1 – Banque de France

- Le rapport annuel 2011 de la Banque de France est disponible en téléchargement sur :

http://www.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/publications/RA2011-integral.pdf

- Le rapport annuel 2011 de l'Observatoire de l'épargne réglementée est disponible en téléchargement sur :

http://www.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/Economie_et_Statistiques/Titres_Credits_Depots/oe-rapport-2011.pdf

- Le rapport d'activité 2011 de l'Observatoire de la sécurité des cartes de paiement est disponible en téléchargement sur :

<http://www.banque-france.fr/observatoire/home.htm>

2 - BCE

Le rapport de la BCE sur les fraudes à la carte bancaire entre 2007 et 2010 dans les 32 pays d'Europe (27 pays de l'UE + l'Islande, le Liechtenstein, Monaco, la Norvège et la Suisse) faisant partie du SEPA est disponible en téléchargement en anglais sur :

<http://www.ecb.int/pub/pdf/other/cardfraudreport201207en.pdf?444bfa7662a17a8898833f2fd62ca3d9>

3 - Sénat

Le rapport d'information des sénateurs Jean-Pierre Sueur, Christian Cointat et Félix Desplan fait au nom de la commission des lois constitutionnelle, de législation, du suffrage universel, du Règlement et de l'administration sur La Réunion et Mayotte est disponible en téléchargement sur : <http://www.senat.fr/rap/r11-676/r11-6761.pdf>

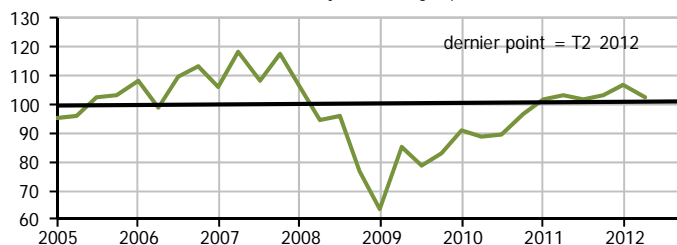
SUIVI DE PLACE ET ACTIVITES DE L'INSTITUT

Le climat des affaires se dégrade

L'indicateur du climat des affaires (ICA) fléchit au deuxième trimestre 2012. Il rompt avec la tendance haussière de ces six derniers mois mais demeure très légèrement au dessus de son niveau moyen de longue période.

Cette diminution s'explique par l'appréciation portée par les chefs d'entreprise sur le trimestre passé. L'activité, en particulier, est jugée atone et la trésorerie se dégrade. Les prévisions des professionnels sont quant à elles majoritairement positives, traduisant des perspectives de redressement pour les prochains mois.

Indicateur du climat des affaires à la Guadeloupe
(100=moyenne de longue période)



Source : enquête de conjoncture IEDOM

Dans un contexte toujours marqué par l'incertitude, les intentions d'investissement sont en retrait comme depuis fin 2008. Toutefois, elles poursuivent le redressement entamé en septembre 2011.

Cette note est librement téléchargeable, comme toutes les publications de l'IEDOM, sur le site : <http://www.iedom.fr>

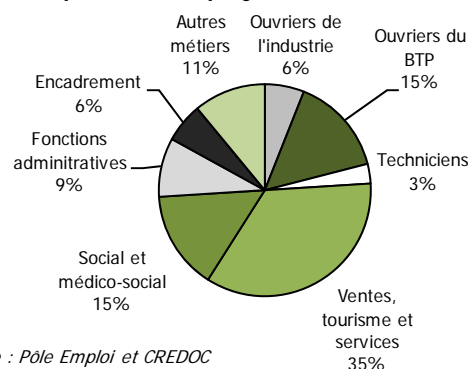
Enquête Besoin en main-d'œuvre

Selon l'enquête « Besoins en main-d'œuvre » menée en mai par Pôle Emploi et le CREDOC auprès de 13 400 établissements en Guadeloupe, une hausse des intentions de recrutement est à envisager.

En 2012, les besoins en main-d'œuvre progressent de 25 % (9 000 projets), un résultat qui indique un effet de rattrapage après la baisse observée en 2011. En effet, 20 % des établissements de Guadeloupe prévoient au moins une embauche au cours de l'année, soit une hausse de 16 % par rapport l'an dernier.

Les profils les plus recherchés dans la région sont en lien avec la vente, le tourisme et les services (35 %), suivi par les ouvriers (ouvriers dans le BTP, 15 %, et ouvriers dans l'industrie, 6 %) et les profils sociaux et médico-sociaux (15 %).

Répartition des projets de recrutements



Source : Pôle Emploi et CREDOC

Enquête sur le coût du crédit en janvier 2012

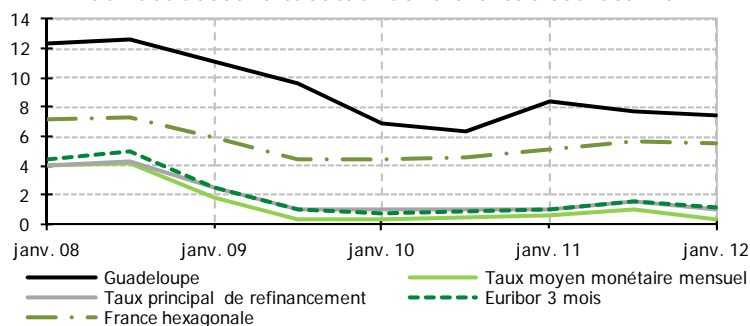
L'Institut d'émission réalise, depuis 1987, des enquêtes semestrielles destinées à apprécier l'évolution du coût du crédit aux entreprises. Ces enquêtes recensent au cours des mois de janvier et juillet l'ensemble des concours accordés par les banques de la place aux entreprises locales, à l'exclusion des crédits financés sur des ressources bonifiées.

À la Guadeloupe et dans les îles du nord, les résultats de l'enquête sur le coût du crédit réalisée par l'IEDOM en janvier 2012 révèlent une hausse du taux moyen pondéré des crédits à moyen et long terme ainsi que des autres crédits à court terme. Inversement, le coût des opérations d'escompte, des découverts et des crédits à court terme agrégés diminuent sur un an.

À 7,50 %, le coût du découvert en Guadeloupe et dans les îles du nord est plus élevé que celui relevé en France hexagonale (5,57 %). Le coût des opérations d'escompte enregistre pour sa part en janvier 2012 une baisse de 0,99 point sur un an. Le coût des autres crédits à court terme affiche quant à lui un rebond de 0,50 point à fin janvier

Les conditions débitrices proposées aux entreprises guadeloupéennes et des îles du nord sont globalement plus onéreuses que celles dont bénéficient les entreprises de l'Hexagone. En janvier 2012, les conditions débitrices à moyen et long termes offertes aux entreprises enregistrent une hausse (+0,59 point sur un an) et s'établissent à 4,77 %.

Taux des découverts et taux de référence à court terme



Source : IEDOM - Banque de France

Parution des « Premières Tendances » du 2^{ème} trimestre 2012

La Note expresse « Premières Tendances » relative au 2^{ème} trimestre 2012 vient de paraître. Cette publication est librement téléchargeable sur le site internet : <http://www.iedom.fr>

BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Taux du Livret A maintenu à 2,25 %

La Banque de France, dans un communiqué du 12 juillet 2012, indique que le taux de rémunération du livret A reste fixé à 2,25 % au 1^{er} août 2012. Ce taux reste ainsi inchangé depuis le 1^{er} août 2011. En Guadeloupe, le nombre de livrets A et bleus représente 398 351 comptes en 2011.

Vote du budget rectificatif pour 2012

Le 31 juillet, suite au vote du Sénat, le Parlement a définitivement adopté le projet de loi de finances rectificative pour 2012. Le projet prévoit des prélèvements supplémentaires auprès des ménages et des entreprises d'un montant de 7,2 milliards d'euros ainsi que la suppression de mesures telles que la TVA sociale et la défiscalisation des heures supplémentaires. Les dépenses prévues sont stables en valeur absolue, hors charge de la dette et des pensions des fonctionnaires, pendant trois ans.

Taxe sur les transactions financières

À partir du 1^{er} août 2012, les titres de capital de 109 sociétés dont le siège est situé en France et la capitalisation boursière dépasse le milliard d'euros seront assujetties à la taxe sur les transactions financières. Cette liste définie par arrêté du 12 juillet 2012 sera mise à jour le 1^{er} décembre de chaque année pour application au 1^{er} janvier de l'année suivante. Dans le cadre du budget rectificatif de 2012, le montant de la taxe a été fixé 0,2 % du prix d'achat moyen (hors frais de courtage) multiplié par le nombre de titres livrés. Bercy attend de cette mesure un surplus de recettes d'environ 1,5 milliard d'euros sur une année pleine.

Lancement d'un euro à l'image de la Guadeloupe

La dernière série des Euros des Régions a été lancée à Paris fin juin 2012. Frappés en édition limitée, ces euros disposent d'un revers commun représentant la valeur faciale de 10 euros argent et d'une face personnalisée selon la région concernée. Pour la Guadeloupe, c'est l'effigie du Chevalier de Saint-Georges, figure d'émancipation des esclaves des empires coloniaux européens, qui a été retenue. Ces pièces constituent de véritables monnaies de circulation courante dans l'Hexagone et dans les DOM.

Arrivée de XL Airlines

Le 10 juillet 2012, le Président du groupe de XL Airlines a présenté à Paris l'arrivée de la compagnie sur les Antilles. A partir de mi-décembre, la compagnie low cost desservira trois fois par semaine Pointe-à-Pitre et Fort-de-France. Les deux nouvelles liaisons seront assurées par des Airbus A330-200 et un A330-300 livrés en novembre et disposant de 408 places économiques. L'an dernier, XL Airways a affiché un chiffre d'affaires de 304 millions d'euros et transporté 1,12 million de passagers.

Rupture de contrat entre le Sictom et Urbaser

Au cours d'une conférence de presse tenue le 12 juillet, le Syndicat intercommunal de traitement des ordures ménagères (Sictom) a annoncé qu'il rompait le contrat qui le liait à Urbaser, société en charge de la construction de la plateforme de traitement des déchets. Afin de relancer le projet, le Syndicat s'est attaché les services de cabinets conseils. Ils ont prévu d'effectuer une analyse comparative du montage le plus pertinent et de trouver un nouveau délégataire.

Visite du ministre des Outre-mer à Bruxelles

Le ministre des Outre-mer, Victorin Lurel, s'est rendu à Bruxelles le 2 juillet 2012 dans le cadre du forum des régions ultrapériphériques. Il a demandé à l'Union européenne de reconduire les soutiens financiers accordés à ces régions. Au cours de ce forum, le ministre français a rencontré les commissaires chargés des Politiques régionales, du Développement, de l'Agriculture et du Marché intérieur.

ACTUALITE REGIONALE

Mise en place d'une taxe par passager à l'aéroport de Grand-Case

Depuis le 1^{er} Juillet, une taxe de 10 euros par passager a été mise en place par le Conseil territorial de Saint-Martin à l'aéroport de Grand-Case. L'objectif de cette taxe est de financer l'agrandissement de la piste de l'aéroport. Toutefois, celle-ci ne fait pas l'unanimité auprès des compagnies aériennes. Air Antilles Express a ainsi annoncé le transfert de ses vols vers l'aéroport Princess Juliana à Sint Maarten le 15 septembre si la taxe est maintenue.

Augmentation du capital de la SEMSAMAR

Durant l'assemblée générale ordinaire de la SEMSAMAR qui s'est déroulée le 27 juin au siège de la société à Marigot, les membres présents ont adopté la proposition du conseil d'administration de procéder à une augmentation du capital de la société pour un montant de 7 500 000 euros par incorporation des réserves statutaires. Ce renforcement du capital permet à la société d'économie mixte d'être mieux armée pour assurer les missions de la Collectivité de Saint-Martin, son actionnaire majoritaire.

Instauration de la TVA à Sainte-Lucie

Le Sénat de Sainte-Lucie a adopté la loi sur la TVA sur les biens et services, pour une mise en place prévue en octobre 2012. Sainte-Lucie sera le dernier Etat membre indépendant dans la Communauté des Caraïbes (CARICOM) à introduire le régime de fiscalité indirecte. La TVA sera fixée à 15 %, excepté dans le domaine de l'hôtellerie où elle sera de 8 %. Les revenus issus de cette taxe devraient être affectés en grande partie au secteur de la santé et notamment au nouvel hôpital.

Mesures vers un marché unique caribéen

La 33^{ème} réunion ordinaire de la Conférence des chefs de gouvernement de la CARICOM a eu lieu à Sainte-Lucie du 4 au 6 juillet 2012. Afin de permettre la mise en place d'un marché unique, les dirigeants ont identifié plusieurs objectifs, tels que la libre circulation des ressortissants communautaires qualifiés, l'accès aux ressources de la région et la création d'un environnement de production concurrentiel.

PRINCIPAUX INDICATEURS

LES INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel	
Prix <i>(Source : INSEE)</i>	Indice des prix à la consommation France	Jun 2012	128,1	0,3 % -	2,2 % 1,9 %	
Chômage <i>(Source : DDTFP)</i>	Demandeurs d'emploi de catégorie (DEFM A)	Jun 2012	57 760	-0,1 %	3,2 %	
Commerce extérieur <i>(Source : Douanes)</i>	Exportations - (en M€)*	Mai 2012	16,4	-	-	
		<i>Cumul à fin mai</i>	75,7	-	-31,3 %	
	Importations - (en M€)*	Mai 2012	201,4	-	-	
		<i>Cumul à fin mai</i>	1 065,8	-	-5,2 %	
Energie <i>(Source : EDF)</i>	Consommation d'électricité moyenne tension - GWh	Avril 2012	39	-0,5 %	1,5 %	
Créations d'entreprises <i>(Source : INSEE)</i>	Nombre d'entreprises créées	Jun 2012 <i>Cumul à fin juin</i>	500 2 674	- -	- -8,4 %	
LES INDICATEURS DE VULNERABILITE			Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel	
Ménages <i>(Source : IEDOM)</i>	Nombre de personnes physiques en interdit bancaire	Juillet 2012	21 041	0,3 %	-1,6%	
	Nombre de retraits de cartes bancaires	Juillet 2012	360	-20,2 %	-8,2 %	
	Nombre de dossiers de surendettement déposés	<i>Cumul à fin juillet</i>	177	-	-22,4 %	
Entreprises <i>(Source : IEDOM)</i>	Incidents de paiement sur effet	- Montant en milliers €	Juillet 2012	2 994	-21,5 %	93,9 %
			<i>Cumul à fin juillet</i>	14 662	-	49,4 %
		- Nombre	Juillet 2012	154	12,4 %	2,0 %
			<i>Cumul à fin juillet</i>	909	-	2,7 %
LES INDICATEURS SECTORIELS			Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel	
Trafic aéroportuaire <i>(Source : Aéroport Pôle Caraïbe)</i>	Nombre de passagers aéroportuaires - (entrées + sorties)	Jun 2012	125 375	-	-13,3 %	
		<i>Cumul à fin juin</i>	1 005 557	-	2,9 %	
Trafic portuaire <i>(Source : Port autonome)</i>	Trafic net de marchandises (tonnes)	Jun 2012	270 060	1,8 %	0,4 %	
	Nombre de passagers portuaires (entrées + sorties)	Jun 2012	59 511	-6,0 %	8,4 %	
Immatriculations <i>(Source : Préfecture)</i>	Immatriculations de véhicules neufs	Mai 2012	1 060	-10,5 %	-18,3 %	
Construction <i>(Source : Ciments Antillais)</i>	Ventes de ciment (tonnes)	Jun 2012	22 142	14,1 %	6,1 %	
		<i>Cumul annuel</i>	125 225	-	8,2 %	

* Données révisées

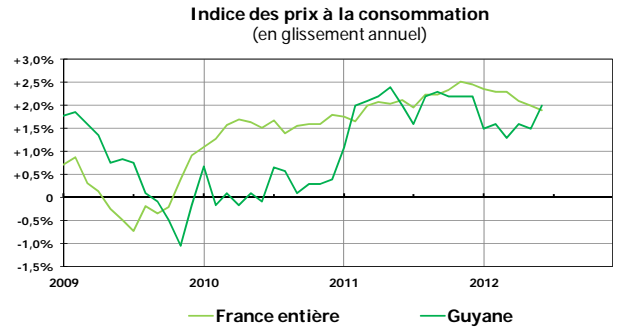
BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Prix à la consommation

L'indice des prix à la consommation des ménages à fin juin 2012 a augmenté de 0,3 %. Selon l'analyse de l'INSEE, cette hausse des prix est liée à la hausse des produits alimentaires sur le mois (+0,8 %).

Sur un an, l'indice croît de 2 %, tiré encore une fois par la hausse des prix de l'alimentation (+4,5 % par rapport à juin 2011), des services (+ 1,6 %) et de l'énergie (+ 4,6 %). Les prix des produits manufacturés sont restés stables sur un an.

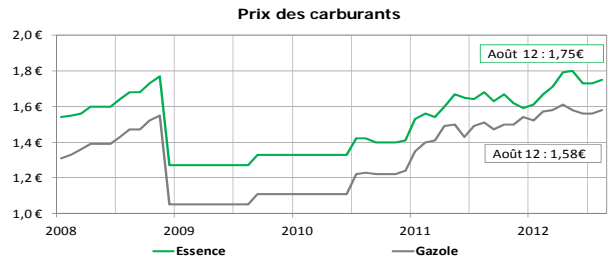
Le rythme annuel de progression des prix est soutenu en Guyane, et dépasse en juin celui observé pour l'ensemble de la France (+1,9 %). Il est plus important qu'à la Réunion (+0,9 %) et qu'en Martinique (+1,4 %), mais reste légèrement en deçà de la Guadeloupe (+2,2 %).



Source: INSEE ; variations sur un an des indices mensuels avec tabac.

Carburants

L'arrêté préfectoral n°1174/SGAR/2012 du 31 juillet 2012 fixe, à compter du 1^{er} août 2012, le prix de vente au détail des carburants à 1,75 € / litre pour l'essence (+ 2 cts) et 1,58 € / litre pour le gazole (+ 2 cts). Le prix de la bouteille de gaz de 12,5 kg est de 22,59 € (- 37 cts, soit - 1,61 % sur le mois). Selon les services de l'Etat, ces évolutions s'expliquent principalement par la conséquence des tensions géopolitiques.



Source: INSEE

Entreprises

L'Agence Française de Développement (AFD) a sorti une étude « Une entreprise dans un DOM : Est-ce que cela change la donne ? », analyse comparative des entreprises dominiennes et métropolitaines. Cette note, disponible sur le site de l'AFD (« Focale n°15 »), observe si la localisation d'une entreprise dans un DOM amène des différences quant à leur comportement. La spécificité Guyanaise telle que décrite dans cet ouvrage est, entre autres, une faible densité d'entreprises sur le territoire, ainsi que la concentration des parts de marché la plus forte sur l'ensemble des DOM.

Programme Opérationnel Amazonie

La région a fait le point sur l'état d'avancement du Programme Opérationnel (PO) Amazonie 2007-2013. Sur les 10,7 M€ programmés (86 % FEDER, 14 % contrepartie nationale), 4,6 M€ ont été déclarés en dépenses éligibles. 1,9 M€ de ces fonds certifiés (environ 39 % du montant) relevaient du premier axe du PO Amazonie (« structurer les territoires transfrontaliers et leur gestion pour assurer leur développement durable »).

Secteur spatial

Le 2 août dernier, le lanceur européen a décollé depuis le centre spatial de Kourou. Ce lancement a mis sur orbite les satellites de télécommunication Intelsat 20 pour l'opérateur international Intelsat et HYLAS II pour l'europpéen Avanti Communications. Le satellite Intelsat 20 a été le premier à être placé en orbite à près de mille kilomètres d'altitude, vingt-huit minutes après le décollage de la fusée. Construit en Californie à Palo Alto par Space Systems/Loral et d'un poids de 6.094kg, il vient en remplacement des satellites Intelsat 10 et Intelsat 7, avec une durée de vie opérationnelle de 24 ans. Ariane 5 a ensuite mis sur orbite le satellite HYLAS II pour Avanti Communication. Il a été construit par Orbital Sciences corporation en Virginie aux Etats-Unis. D'une masse au décollage de 3,3 tonnes, sa durée de vie opérationnelle est de plus de 15 ans. Avec ce tir, Ariane 5 a réalisé un "record de performance", a précisé Arianespace, emportant plus de 10 tonnes, dont 9,4 tonnes représentant la masse des deux satellites : Jean-Yves Le Gall (PDG d'Arianespace) y voit "le signe de la forme olympique" du lanceur européen. Ce lancement marque un autre succès important puisqu'il est le 50ème décollage réussi d'affilée du lanceur Ariane 5 (le 64ème depuis les origines de ce lanceur).

Economie Sociale et Solidaire

Une étude INSEE sur l'économie sociale et solidaire a été présentée le 11 juillet dernier. Ce rapport note qu'en 2009, 3 600 salariés guyanais travaillaient dans ce secteur de l'économie, ce qui représente 8 % de l'emploi salarié. Ce secteur féminisé (64 % des employés sont des femmes) est caractérisé par une proportion des emplois intermédiaires plus importante et par des salariés plus jeunes que dans le reste de l'économie. L'étude est disponible sur le site de l'INSEE.

Tourisme

Suite aux événements récents de Dorlin¹, le secteur du tourisme en Guyane s'est retrouvé amputé d'une partie de son chiffre d'affaire. L'Union des Opérateurs Touristiques de Guyane a publié une lettre ouverte au Président de la République, « La Guyane nous échappe », demandant à ce que des mesures soient prises contre l'insécurité qui nuit à l'image de la Guyane, et par conséquent aux revenus de ce secteur. Le collectif « Stop à l'insécurité et aux pillages en Guyane » (Spig), qui regroupe acteurs économiques et socioprofessionnels du secteur du touristique mais aussi d'autres secteurs, ainsi que des citoyens, cherche à étudier la possibilité d'une indemnisation à la perte de chiffre d'affaire engendrée par la fuite des suspects des meurtres de Dorlin.

Transport aérien

Le service du transport aérien est en pleine mutation dans la zone Antilles-Guyane. Après le retrait d'Air Caraïbes des vols régionaux, et l'arrivée annoncée de XL Airways pour des vols Paris/Antilles en « low cost », une nouvelle compagnie viendrait s'installer dans la zone.

¹ Le 27 juin dernier, 2 militaires français étaient tués sur le site d'orpaillage clandestin de Dorlin, sur la commune de Maripasoula. Ces militaires étaient dépêchés sur le site suite à des tirs ayant atteint un hélicoptère de la gendarmerie. Le site fut sécurisé par les militaires la semaine suivante et les suspects, en fuite et traqués par les gendarmes, ont traversé la Guyane d'ouest en est pour rejoindre le Brésil, en créant de nombreux désagréments pour l'activité locale, tant touristique que forestière.

Free Dom Airlines, création de la société Inter Regional French Airlines (Infra), soutenue par les conseils régionaux de Guyane, Guadeloupe et Martinique, entend prendre la place laissée vacante. Belém, Cayenne, les Antilles, Haïti, Miami et la Havane seraient inclus dans les destinations de la compagnie. La stratégie « low cost » engagée par cette compagnie sera similaire à celle annoncée par XL Airways.

Pêche

Tout comme pour la question de l'orpaillage, la souveraineté territoriale pose problème dans le secteur de la pêche. Suite à un acte de piraterie sur une tapouille guyanaise, les opérations sur les embarcations de pêche illégale sur les eaux territoriales guyanaises se sont multipliées. Ces actions interviennent à la période où la ressource halieutique redevient accessible en quantité relativement importante. Les exportations de poissons sont ce mois-ci en hausse de 14,61 % CVS, pour atteindre 1 696 tonnes.

Commerce Extérieur

Le navire d'exploration pétrolière affrété par Shell est arrivé fin juin au large des côtes guyanaises, où il effectue en ce moment-même des forages pour évaluer les quantités d'hydrocarbures disponibles. La prise en compte de ce navire géant, capable de forer en grande profondeur d'eau, affecte fortement les chiffres du commerce extérieur Guyanais. En effet, le navire, qui représente une valeur de 987 M€, doit selon les normes internationales être comptabilisé comme une importation, même s'il ne s'agit que d'une location longue durée. Pour rappel, le total des importations sur l'année 2011 était de 1 333 M€ pour la Guyane. Cet enregistrement comptable impactera également de manière non négligeable la balance commerciale de la France.

ACTUALITES REGIONALES

Diplomatie

Après l'arrestation à Macapa du tireur présumé de Dorlin par la police brésilienne (cf. infra « Tourisme »), la question de l'extradition a vite été écartée par Brasilia. Manoel Ferreira Mourra ne sera donc pas jugé en France pour les crimes qu'il est suspecté avoir commis sur le territoire. La situation aurait été similaire si le suspect s'était fait arrêter au Suriname.

SUIVI INDICATEURS CHIFFRES

Les variations mensuelles et annuelles sont corrigées des variations saisonnières (CVS)

	Sur le mois	Indicateurs	Données brutes	Var. mensuelle CVS	Var. sur un an CVS	Sources
PRIX	↑	Prix à la consommation (indice base 100 en 1998, avec tabac)	Juin-2012 125,6	[0,3%]	[2,0%]	Insee
	↑	Prix administré du litre d'essence	Aou-2012 1,75	[1,2%]	[4,2%]	Préfecture/Dieccte
MARCHÉ DU TRAVAIL INDICATEURS SOCIAUX	↑	Demandeurs d'emploi (DEFM A)	Juin-2012 17 820	[0,3%]	[6,5%]	Dieccte
	↑	Nombre de bénéficiaires de l'allocation chômage	Juin-2012 8 041	1,2%	17,8%	Pôle Emploi
	↑	Nombre de bénéficiaires du RSA (1)	Avr-2012 15 786	[1,1%]	[2,4%]	
	↓	Prestations nettes versées (1)	Avr-2012 7,9 M€ Cumul 30,5 M€	[-3,9%]	[-0,2%]	Caf
CONSOMMATION	↑	Recettes d'octroi de mer	Juil-2012 11,3 M€ Cumul 71,2 M€	12,9%	14,4%	Douanes
	↓	Importations de biens de consommation (BC) (3)	Juin-2012 12,0 M€ Cumul 72,8 M€	-4,8%	-16,3%	Douanes
	↓	Ventes de véhicules neufs aux particuliers	Mai-2012 299 Cumul 1 695	-0,4%	-2,2%	Somafi
	↓				-2,8%	
INVESTISSEMENT	↑	Importations de biens d'équipement (BE) (3) (4)	Juin-2012 30,3 M€ Cumul 183,6 M€	2,0%	-20,5%	Douanes
	↓	Ventes de véhicules utilitaires	Mai-2012 72 Cumul 427	-19,0%	-6,3%	Somafi
	↓				-4,5%	
COMMERCE EXTERIEUR	↓	Exportations (3)	Juin-2012 16,4 M€ Cumul 90,6 M€	-38,4%	-22,5%	Douanes
	↓	Importations (3) (4)	Juin-2012 86,5 M€ Cumul 619,8 M€	-38,9%	-29,4%	Douanes
	↓				-8,9%	

SPATIAL		Tirs effectués	Cumul à août 2012 5 tirs (4 Ariane 5, 1 Vega)		4 tir à août. 2011	Arianespace
		Satellites lancés	Cumul à août 2012 9 satellites et 1 ATV		6 satellites et 1 ATV à août. 2011	
BTP	↓	Ventes de ciment (hors filler, liant et big bag)	Juin-2012 8 629 tonnes Cumul 47 411 tonnes	-0,2%	35,6%	Ciments guyanais
INDUSTRIE	↓	Exportations d'or en volume (3)	Juin-2012 155 kgs Cumul 841 kgs	-16,8%	2,5%	Douanes
	↓	Exportations d'or en valeur (3)	Juin-2012 6,1 M€ Cumul 30,6 M€	-12,8%	27,4%	Douanes
	↑	Cours de l'once d'or	Juin-2012 1 596,17 \$	[0,7%]	[4,4%]	London Bullion Market Assoc./AFD
	↑	Grumes sorties de forêt	Déc-2011 7 444 m3 Cumul 73 739 m3	125,6%	26,8%	ONF
AGRICULTURE AGROALIMENTAIRE	↓	Exportations de crevettes (3)	Juin-2012 358 tonnes Cumul 2 181 tonnes	-15,1%	-59,5%	Douanes
	↑	Exportations de poissons (3)	Juin-2012 1 696 tonnes Cumul 3 721 tonnes	14,6%	53,7%	Douanes
	↓	Exportations de riz (2) (3)	Juin-2012 0 tonnes Cumul 0 tonnes	ns.	ns.	Douanes
TOURISME	↓	Trafic de passagers (arrivées-départs-transits)	Mai-2012 30 274 Cumul 153 483	-2,4%	-8,7%	CCIRG
	↑	Nombre de nuitées	Avr-2012 27 000 Cumul 105 000	2,9%	-17,9%	Insee

[Données non CVS]

(1) Mise en place du RSA début 2011, remplaçant le RMI. Données non CVS compte tenu du nombre trop faible d'observations.

(2) Trop grand nombre de points atypiques concernant le riz.

(3) Données provisoires : les résultats du commerce extérieur sont issus des statistiques douanières provisoires qui sont révisables pendant 2 ans.

(4) Données excluant l'importation exceptionnelle du navire d'exploration pétrolière affrété par Shell en juin 2012.

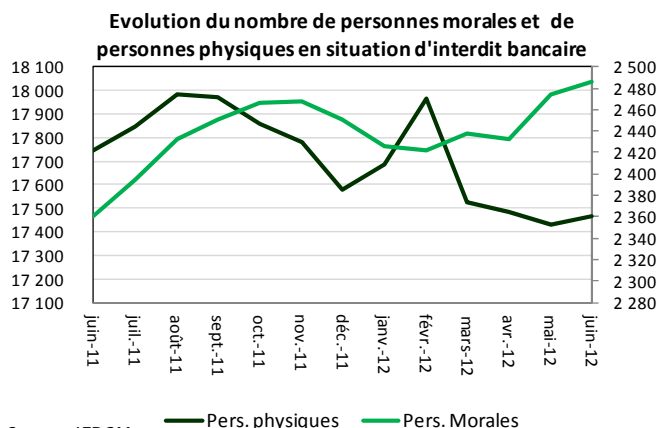
BC: Textiles, habillement cuir et chaussures; produits pharmaceutiques; produits manufacturés divers; produits de l'édition et de la communication

BE: Produits informatiques, électroniques et optiques; équipements électriques et ménagers; machines industrielles et agricoles; machines diverses; matériels de transport

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Vulnérabilité des agents économiques : amélioration pour les personnes physiques, dégradation pour les entreprises

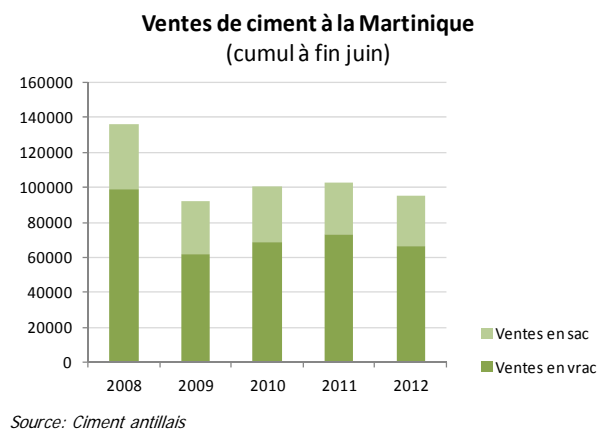
Le fichier central des chèques recense 17 466 personnes physiques en interdit bancaire au 31 juin 2012, soit une diminution de 1,6% sur un an. Cette tendance à la baisse s'est accompagnée d'un recul de 6,7 % du nombre de retrait de carte bancaire de mai à juin 2012, s'élevant alors à 264 contre 338 au même mois de l'année précédente. L'évolution favorable de la vulnérabilité des particuliers ne s'accompagne pas d'une amélioration de la sinistralité des entreprises : le nombre de personnes morales en interdit bancaire a atteint 2 486 fin juin, soit une augmentation de 5,3% sur un an.



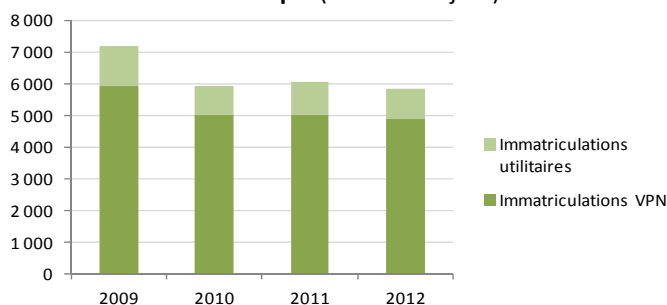
BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

BTP : baisse des ventes de ciment à fin juin

A juin 2012, en cumul depuis le début de l'année, les ventes de ciment atteignent 95 106 tonnes, soit une diminution de 7,6% en glissement annuel. Dans le détail, les ventes en sacs, d'ordinaire dévolues à la construction privée, reculent de 4,2%, soit une baisse plus de deux fois moins importante que les ventes en vrac accusant un recul de 8,9%. Cette situation n'a pas manqué de faire réagir les organisations patronales et les syndicats de salariés du secteur qui, constatant une dégradation de l'activité dans le secteur, ont formulé, à l'occasion d'interventions au Conseil régional, en préfecture et au Conseil général, un certain nombre de revendications reprises dans la publication d'une lettre ouverte. En réponse, la préfecture a annoncé la tenue d'une table ronde réunissant l'ensemble des acteurs du BTP à la rentrée prochaine.



Immatriculations de véhicules neufs à la Martinique (cumul à fin juin)



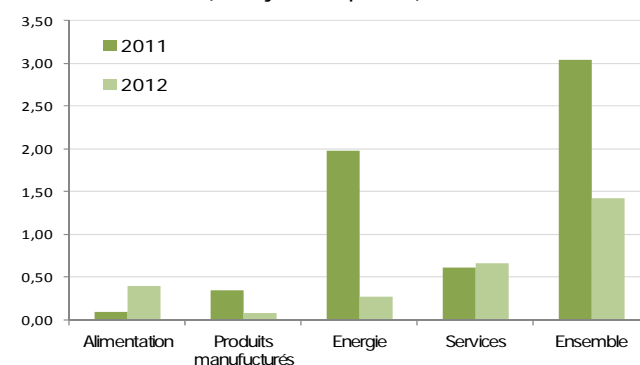
Marché automobile : immatriculations en baisse

5779 véhicules neufs (hors bus, porteurs et tracteurs) ont été immatriculés dans le département au cours des six premiers mois de l'année, contre 6002 un an auparavant (-3,7 % en glissement annuel). Cette évolution défavorable tient à un net repli des immatriculations de véhicules utilitaires (-9,4 %) et à une diminution plus modérée des ventes de véhicules de tourisme (-2,1 %). Pour cette dernière catégorie, le recul s'explique par une baisse des ventes de véhicules de marques étrangères (-8,7 %) qui n'a pu être compensée par la hausse des ventes de véhicules de marques françaises (+8,4% au cours du premier semestre 2012 par rapport à l'année précédente).

Stabilité des prix

A fin avril 2012, l'indice des prix à la consommation en Martinique atteint 128,0 soit un niveau équivalent au mois précédent. Sur un an, le taux d'inflation s'affiche à 1,4 % (contre 3,0 % à fin juin 2011). Cette hausse des prix tient à la progression des prix des services (+1,5% sur un an) et à l'augmentation des prix de l'alimentation (+2,3 %). Ces deux postes contribuent respectivement à hauteur de 0,66 et 0,40 point à la hausse des prix, en glissement annuel. Par ailleurs, les prix de l'énergie sont en hausse (+3,0% sur un an) et ceux des produits manufacturés sont stables (+0,3 %).

Contribution au glissement annuel de l'indice des prix à la consommation (à fin juin en points)



Bananes : recul de la production au premier semestre

Les expéditions de bananes marquent un net recul au premier semestre 2012 par rapport à l'année passée (-17,8%). Cette situation est principalement liée au développement de la cercosporiose noire, champignon ravageur des régimes bananiers. Les producteurs prévoient cependant un rattrapage de la production au cours du second semestre.

ACTUALITÉS RÉGIONALES**Transports/ tourisme : bouleversement du paysage aérien régional**

Le transport aérien antillais est en pleine mutation. Après l'annonce de l'abandon des rotations régionales d'Air Caraïbes au départ des Antilles, la compagnie Free Dom Airlines soutenue par les conseils régionaux de Guadeloupe, Martinique et de Guyane a manifesté son intérêt pour reprendre cette activité. La compagnie entend changer de stratégie par rapport à son prédécesseur en proposant des tarifs à bas prix sur ces axes en surcapacité. Cette orientation stratégique a également été retenue par XL Airways, compagnie spécialisée dans les vols à bas prix, qui a annoncé en juillet le lancement de liaisons au départ de la métropole et à destination des Antilles à 399 Euros TTC dès décembre prochain.

Barbade : dégradation de la note souveraine par Standard and Poor's

L'économie de la Barbade a assisté à la dégradation de sa note souveraine de BBB-/A-3 à BB+/B par l'agence de notation Standard and Poor's en juillet dernier. Cette décision s'appuie sur les perspectives d'affaiblissement des fondamentaux macroéconomiques liées à des facteurs endogènes, avec un taux de chômage s'élevant à 11,8%, et exogènes, avec notamment l'intensification de la compétition internationale dans le secteur du tourisme. Ainsi, les prévisions de croissance du PIB par habitant s'élevaient désormais à 0,3% pour 2012 et 0,6% pour 2013, entraînant une aggravation de la dette publique malgré la mise en œuvre de réformes structurelles et de programmes de diminution des dépenses publiques.

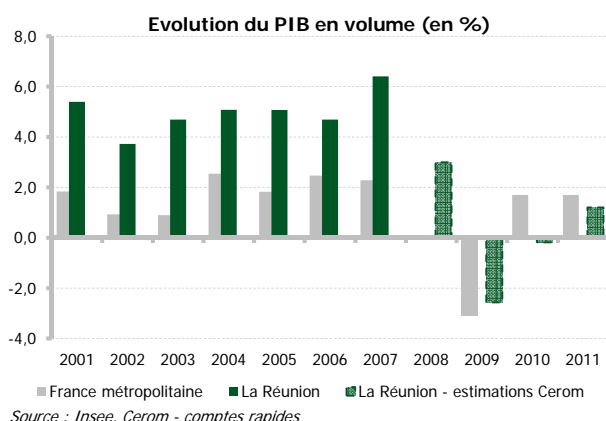
PRINCIPAUX INDICATEURS

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Prix (source : INSEE)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	- juin 2012	128,0	0,0 %	+1,4 %
Chômage (source : DIECCTE)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A)	- juin 2012	42 100	1,0 %	+3,6 %
	Indicateur de chômage (pop. active : 168 886)	- juin 2012	24,9 %		0,9 pt
Allocations chômage (source : Pôle emploi)	Nombre d'allocataires de Pôle emploi	- mai 2012	21 448	-0,9 %	+7,4 %
RSA (source : CAF)	Nombre de bénéficiaires payés (var. trimestrielle)	- mars 2012	39 329	+2,4 %	+7,9 %
Commerce extérieur (source : douanes)	Importations (millions d'euros)	- mai 2012	164,7	-36,2 %	-42,0 %
	Exportations (millions d'euros)	- mai 2012	16,8	-65,8 %	-21,5 %
	Taux de couverture mensuel		10,2 %		+2,7 pts
Grande distribution (source : DIECCTE)	Chiffre d'affaires (millions d'euros)	- juin 2012	44,2	-2,4 %	+9,6 %
	Cumul annuel de chiffre d'affaires (millions d'euros)	- juin 2012	260,3		+6,3 %
Vulnérabilité des ménages (source : IEDOM)	Personnes physiques en interdit bancaires	- juin 2012	17 466	0,2 %	-1,6 %
	Retrait de cartes bancaires (cumul)	- juin 2012	4 932	-	-3,8 %

INDICATEURS SECTORIELS			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (source : CCIM)	Nombre de passagers (hors transit)	- juin 2012	98 932	-9,3 %	-16,1 %
		- cumul annuel	796 585		-0,7 %
Trafic maritime (source : DD PAF)	Nombre de croisiéristes	- juin 2012	0	ns	ns
		- cumul annuel	61 090	-	ns
Construction (source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)	- juin 2012	17 291	24,6 %	-9,3 %
		- cumul annuel	95 106		-7,6 %
Immatriculations (source : AAA)	Véhicules particuliers neufs (VPN)	- juin 2012	965	+48,2 %	+16,3 %
	Véhicules utilitaires neufs (VUN)	- juin 2012	183	+52,5 %	+3,4 %
	Cumul annuel (VPN et VUN, hors bus, porteurs et tracteurs)		5 779	-	-3,7 %

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Une timide reprise de la croissance en 2011



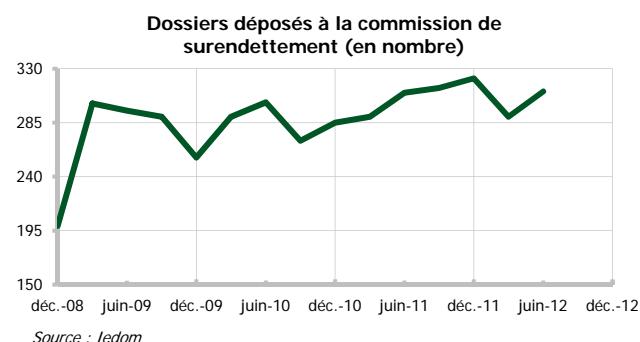
Après une année 2009 marquée par la crise et une année 2010 atone, l'activité économique se redresse en 2011. Les estimations réalisées dans le cadre du partenariat Cerom indiquent une hausse de 1,2 % du produit intérieur brut (PIB) de La Réunion, exprimé en monnaie constante (volume). L'investissement est le premier moteur de cette reprise, avec une progression de 4,6 % (+ 8,1 % en valeur), après deux années de forte baisse. Cet accroissement s'observe dans les trois piliers de l'investissement, que sont les biens d'équipement et le bâtiment et travaux publics, soutenu par un regain de la commande publique. La consommation des ménages et les bons résultats du tourisme participent également à ce redressement. Sous l'effet de l'augmentation de la population, le PIB par habitant reste stable en 2011 après deux années de baisse.

La publication est disponible sur le [site de Cerom](#).

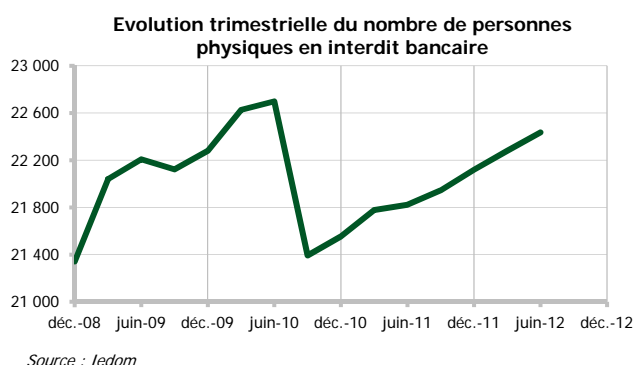
Stabilité du nombre de dossiers de surendettement au 1^{er} semestre 2012

Au cours du premier semestre 2012, 601 dossiers ont été déposés devant la commission de surendettement, soit une stabilité rapport au premier semestre 2011 (+ 0,2 %).

Au deuxième trimestre 2012, le nombre de dossiers progresse de 7,2 % par rapport au trimestre précédent. Toutefois, le nombre de dossiers reste également stable par rapport au même trimestre de 2011.



Hausse du nombre d'interdit bancaire au 2^e trimestre 2012



Le nombre de personnes physiques en interdit bancaire continue de progresser au deuxième trimestre 2012 : + 0,7 % par rapport au premier trimestre 2012 (+ 2,8 % sur un an). Depuis le net recul observé au troisième trimestre 2010, suite à l'assouplissement des conditions de radiation du fichier central des chèques de la Banque de France, le nombre d'interdit bancaire n'a cessé de croître (+ 4,9 % entre septembre 2010 et juin 2012).

Parallèlement, le stock d'incidents sur paiement par chèque diminue de 0,5 % par rapport au trimestre précédent (- 1,1 % en glissement annuel), tandis que le nombre de retraits de cartes bancaires pour usage abusif augmente de 0,2 % (+ 11,8 % sur un an).

BREVES ECONOMIQUES

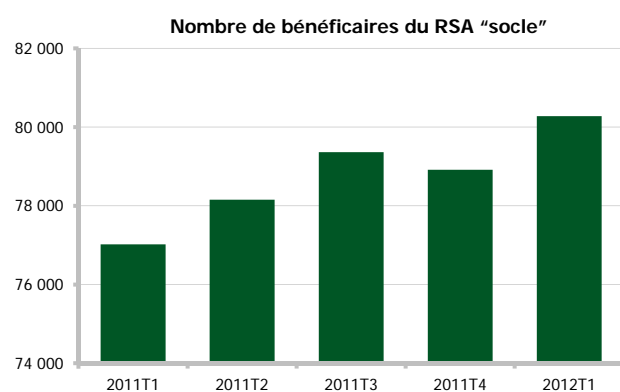
LES INDICATEURS DE REFERENCE

		Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
Prix (Insee)	Indice général des prix à la conso. - La Réunion	128,4	+ 0,4 %	+ 0,9 %
	IPC France entière	126,4	- 0,0 %	+ 1,9 %
Octroi de mer (Trésorerie générale)	Montant de l'octroi de mer (milliers d'euros)	23 860	+ 10,7 %	- 2,7 %
	En cumul (milliers d'euros)	70 121	-	+ 6,5 %
Commerce extérieur (Douanes)	Importations (en cumul - millions d'euros)	1 520,5	-	- 3,5 %
	Exportations (en cumul - millions d'euros)	102,3	-	+ 3,9 %
Demandeurs d'emploi (DTEFP)	Demandeurs d'emploi de catégorie A (données CVS)	123 810	+ 1,1 %	+ 4,4 %

LES SECTEURS D'ACTIVITE

			Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (CCIR / Syndicat mixte de Pierrefonds)	Nombre de passagers enregistrés aux aéroports de Roland-Garros et de Pierrefonds	Juin 2012	148 397	- 12,9 %	- 5,0 %
	Cumul 2012	cumul Juin	986 429	-	- 3,0 %
Fréquentation des hôtels classés (Insee)	Nombre de nuitées	Mai 2012	65 800	- 8,6 %	+ 0,6 %
	Cumul 2011	cumul Mai	279 000	-	+ 0,0 %
Construction (Douanes / CERBTP)	Importation de ciment/clinker (milliers d'euros)	Avril 2012	1 475	-	+ 43,8 %
	Cumul 2011 (milliers d'euros)	cumul Avril	6 359	-	+ 25,2 %
	Importation de ciment/clinker (milliers de tonnes)	Avril 2012	12,0	-	+ 40,9 %
	Cumul 2011 (milliers de tonnes)	cumul Avril	81,4	-	+ 9,2 %
	Effectifs salariés du BTP	Juin 2012	17 063	+ 0,6 %	- 1,0 %

Hausse du nombre de foyers bénéficiaires du RSA "socle"



Source : CAF

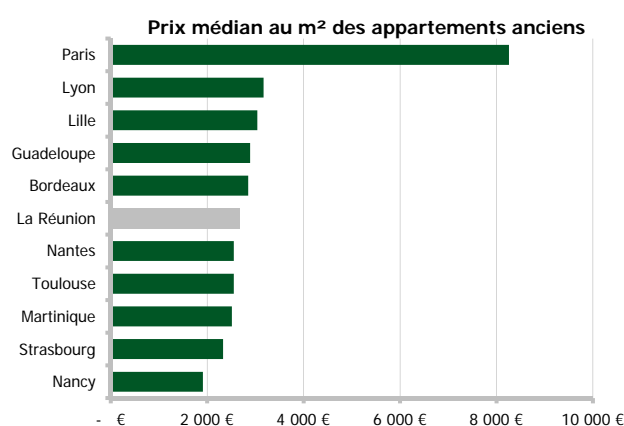
Mis en place depuis le 1^{er} janvier 2011 en remplacement du RMI et de l'allocation parent isolé, le Revenu de Solidarité Active "socle" (RSA "socle") a été versé à plus de 80 000 foyers réunionnais à fin mars 2012. Leur nombre est en hausse de 1,7 % par rapport à fin décembre 2011 (+ 4,2 % sur un an). La progression la plus forte s'observe au sein des titulaires du dossier âgés de plus de 50 ans, dont l'effectif s'accroît de 4,2 % par rapport au quatrième trimestre 2011. La Caisse d'allocation familiale a octroyé 119,3 millions d'euros (en cumul sur les trois premiers mois de l'année), montant en augmentation de 3,1 %.

Parmi les bénéficiaires, 53,2 % d'entre eux sont demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi.

Hausse du prix médian des appartements anciens au premier trimestre 2012

Selon les Notaires de France, le prix médian des appartements anciens vendus à La Réunion est estimé à 2 660 €/m² au premier trimestre 2012, en hausse de 12,1 % par rapport au premier trimestre 2011. Cette augmentation est supérieure à celle observée en France métropolitaine, où l'indice Notaires-Insee s'accroît de 3,9 % sur la même période. Le prix médian au m² dans l'île est proche de celui observé à Toulouse, Nantes et Bordeaux, mais nettement en deçà du prix médian parisien (8 259 €/m²).

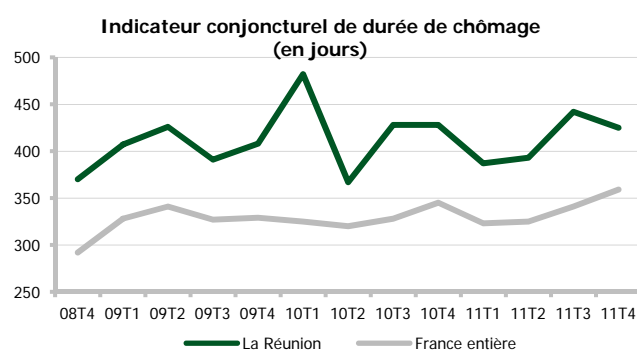
Le prix médian de vente des maisons anciennes est estimé à 200 000 €. A l'inverse de la France métropolitaine où le marché s'est stabilisé, notamment en province (hausse de 0,1 % de l'indice Notaires-Insee en glissement annuel), le prix médian des maisons anciennes à La Réunion a progressé de 17,6 % sur un an.



Source : Notaires de France, indice de valorisation Notaires - Insee

La publication est disponible sur le [site des Notaires de France](#).

Nouvel indicateur conjoncturel de durée de chômage



Source : Pôle emploi

Pôle emploi a récemment développé un nouvel indicateur qui permet d'apprécier l'effet de la conjoncture sur l'état du marché du travail : l'indicateur conjoncturel de durée au chômage¹. Ainsi, les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi à La Réunion durant le quatrième trimestre 2011 ont une probabilité de 425 jours de rester sans emploi, soit un peu plus de 14 mois contre près de 12 mois en France entière. La Réunion est la deuxième région où le délai d'attente est le plus long avant de trouver un emploi, derrière la Guadeloupe (465 jours).

La publication est disponible sur le [site de Pôle emploi](#).

¹ L'indicateur conjoncturel de durée au chômage consiste à évaluer la durée moyenne de chômage d'une cohorte fictive de demandeurs d'emploi qui y sont entrés au cours d'un trimestre donné et qui connaîtraient durant leur période de chômage les mêmes conditions du marché du travail que celles du trimestre considéré.

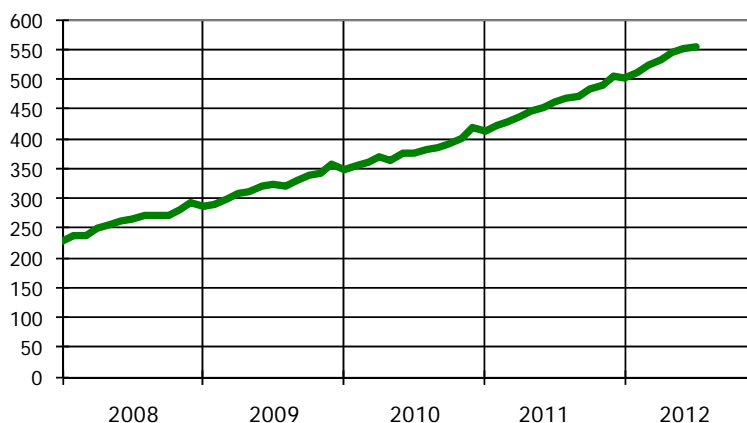
ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Les émissions nettes

A fin juillet, les émissions nettes de billets progressent de 4 millions d'euros sur le mois (soit +0,7 % après +1,4 % le mois précédent) et s'établissent à 555,8 millions d'euros. Les émissions nettes de billets en nombre s'inscrivent quant à elles en retrait de 0,3 %, après +1,4 % le mois précédent. Le nombre de billets émis par l'agence IEDOM de Mayotte s'établit à 10,1 millions au 31 juillet 2012, dont 73 % sont constitués par la coupure de 50 € (67 % de la valeur globale de l'émission nette de billets). La valeur moyenne du « billet » circulant dans l'île progresse de 55 centimes et atteint 54,7 € au 31 juillet.

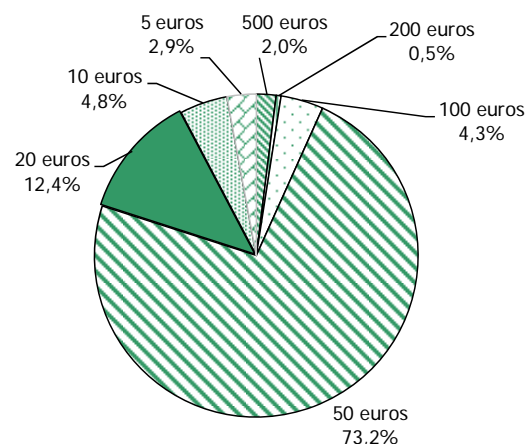
Emissions nettes cumulées de billet au 31 juillet 2012

En millions d'euros



Source : IEDOM

Répartition des billets en nombre au 31 juillet 2012



Source : IEDOM

BRÈVES ÉCONOMIQUES, FINANCIÈRES ET SOCIALES

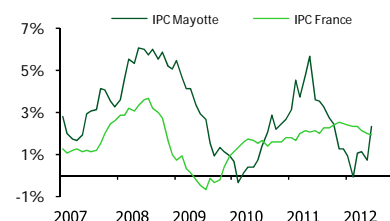
Revenus-Prix

En juin 2012, l'indice des prix à la consommation à Mayotte progresse de 0,2 % après avoir déjà augmenté de 0,4 % en mai.

Selon l'INSEE, cette hausse s'explique principalement par le renchérissement du prix de l'énergie (+0,5%) et des services aux ménages (+1 %). Au sein de ce dernier poste, le prix des transports et des communications progresse de 4,2 % sur un mois (20,7 % sur un an). Les prix des produits manufacturés pour leur part sont en recul de 0,5 %.

En glissement annuel, l'indice général des prix à la consommation est en progression de 2,3 %, portée principalement par les services aux ménages (+6,5 %).

Indice des prix à la consommation (glissement annuel)



Source : INSEE
Base 100 : année 2006

L'observatoire des prix qui s'est tenu le 15 juillet a été l'occasion de confirmer la mise en place de la réglementation du prix de la bouteille de gaz. Le Conseil d'Etat a donné son accord au projet de décret concernant cette réglementation. Le bouteille de gaz ne devrait plus dépasser 28 euros en septembre prochain.

Le préfet a signé un arrêté pour le maintien des prix des carburants à leur niveau de juin.

La commission consultative du travail réunie le 29 juin 2012 a annoncé une augmentation du SMIG de 2,09 % au 1^{er} juillet 2012. Le taux horaire passe de 6,69 € à 6,83€ en juillet 2012. Le SMIG net pour une durée légale de travail atteint 1073,36 euros.

Social

Un mouvement social a bloqué l'activité économique de l'île les 3 et 4 juillet. Il a été initié par les adolescents du quartier de Kaweni qui souhaitent l'aboutissement du projet de construction de la MJC. Leur demande avait déjà été exprimée les années précédentes sans toutefois que les constructions ne démarrent (en dépit des engagements municipaux). Après délibération de la mairie de Mamoudzou 2,7 millions sont envisagés pour la construction de deux MJC (Kaweni et Tzoundzou).

Visite

Le ministre de l'outre-mer, M. Victorin Lurel, a effectué un déplacement à Mayotte les 15 et 16 juillet. Le ministre a visité entre autres la maison du gouverneur en petite terre qui sera restaurée et érigée en musée, le lycée de Dembéni, le GSMA. Il a également rencontré les élus locaux ainsi que des responsables d'entreprises. Lors de son discours, il a exprimé trois priorités pour l'île : la lutte contre le chômage, la politique en faveur de la jeunesse et la lutte contre la vie chère.

Statuts

Le Conseil Européen réunissant les 27 chefs de gouvernements des pays membres de l'Union Européenne s'est exprimé mercredi 11 juillet en faveur de l'accession de Mayotte au statut de Région ultrapériphérique (RUP). Ce statut pourrait apporter 450 millions d'euros entre 2014 et 2020 pour le financement de grands projets structurants.

Transport aérien

- Les dirigeants de la compagnie low-cost XL Airways ont annoncé le 12 juillet la création d'une liaison aérienne entre Marseille et La Réunion à un prix d'appel de 499 euros. Une liaison aérienne Mayotte-Marseille (avec une escale à La Réunion après décollage de Mayotte) est également proposée à un prix d'appel de 599 euros (concernant au maximum 15% des sièges). Ces nouvelles lignes devraient être opérationnelles en décembre 2012.
- La compagnie Corsair (anciennement Corsairfly) a présenté les nouveaux aménagements déjà réalisés pour une partie de sa flotte. Ils ont été conçus par les designers Arturo Vittori et Andreas Vogler. Le nombre de sièges passe de 323 à 304 sur les Airbus et de 582 à 533 sur les Boeing, améliorant ainsi le confort d'assise des passagers. Témoignant de la volonté du changement d'image d'une compagnie charter à celle d'une compagnie régulière, la première classe s'agrandit également : le nombre de sièges passe de 14 à 26 sur les Airbus et à 36 sur les Boeing. Avec l'arrivée d'XL Airways sur les lignes domiennes, la compagnie a également annoncé qu'elle se battra sur les tarifs, à l'instar d'Air France.
- La compagnie Air Austral a finalisé en juillet sa recapitalisation d'un montant de 70 millions d'euros. Elle a également signé avec les établissements de crédit un protocole d'accord fixant les grandes lignes du dispositif de la restructuration financière de la compagnie. Le retour à l'équilibre dans le cadre de ce plan est prévu pour 2013/2014. Par ailleurs, la compagnie a annoncé la desserte de l'Inde à partir du 30 octobre avec une ligne La Réunion-Chennai-Bangkok. De plus, cinq vols supplémentaires par semaine sont proposés sur la liaison Paris-La Réunion. Enfin, elle annonce une réduction des tarifs en basse saison sur la ligne Mayotte-La Réunion (299 euros) et sur la ligne Mayotte-Paris (951 euros).

Tourisme

- L'enquête sur les flux touristiques en 2011 menée par l'INSEE révèle une réduction de 9% de la fréquentation touristique de l'île. Cette baisse a concerné plus particulièrement les touristes en provenance de l'île de La Réunion qui ont eu de larges échos des mouvements sociaux de fin 2011.
- Les partenaires des Iles Vanilles ont créé une structure ad-hoc de coopération régionale, la Vanilla Island Organisation (VIO). Elle dispose de moyens propres, a pour objectifs de mener des actions communes et fournir de l'assistance aux structures existantes. Mayotte est trésorière pour la première année. Les Seychelles en ont la présidence.

PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE			Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
Prix (source : INSEE)	Indice général des prix à la consommation base 100 en déc. 2006	juin-12	116,5	0,3%	2,3%
Chômage (source : Pôle Emploi)	Nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A	juin-12	6 866	-24,7%	24,3%
Commerce extérieur (chiffres provisoires) (Source : Douanes)	Importations (en milliers d'euros)	mensuelles juin-12	22 973	-4,4%	-25,3%
	(hors hydrocarbures)	cumulées juin-12	132 325	21,0%	-22,6%
	Exportations (en milliers d'euros)	mensuelles juin-12	609	-35,9%	42,5%
		cumulées juin-12	3 489	21,2%	-1,1%
	Taux de couverture	mensuels juin-12	2,65%	-1,30 pt	1,26 pt
		cumulés juin-12	2,64%	0,00 pt	0,57 pt

LES SECTEURS D'ACTIVITÉ :			Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
Trafic aéroportuaire	Mouvements d'appareils ⁽¹⁾	mensuels juin-12	428	3,1%	-0,5%
		cumulés juin-12	2 147	-	-22,9%
	Nombre de passagers (arrivées+départs)	mensuels juin-12	20 007	2,9%	-9,1%
		cumulés juin-12	120 402	-	-4,4%
Poissons d'élevage (chiffres provisoires) (Source : Douanes)	Exportations :				
	- en tonnes	mensuels juin-12	4,3	119,2%	-34,2%
		cumulés juin-12	6,8	-	-75,8%
	- en milliers euros	mensuelles juin-12	31,2	110,5%	-20,0%
		cumulées juin-12	50,4	-	-71,1%

(1) : Une entrée de navire ou d'avion vaut un mouvement, une sortie vaut également un mouvement

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	0,75%	11/07/2012
Taux de la facilité de prêt marginal	1,50%	11/07/2012
Taux de la facilité de dépôt	0,00%	11/07/2012

Taux d'intérêt légal				Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/11)				
ANNEE	2012	0,71%	JO du 08/02/12	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2011	0,38%	JO du 03/02/11	2,25%	2,25%	2,75%	2,50%	1,50%

* hors prime d'Etat

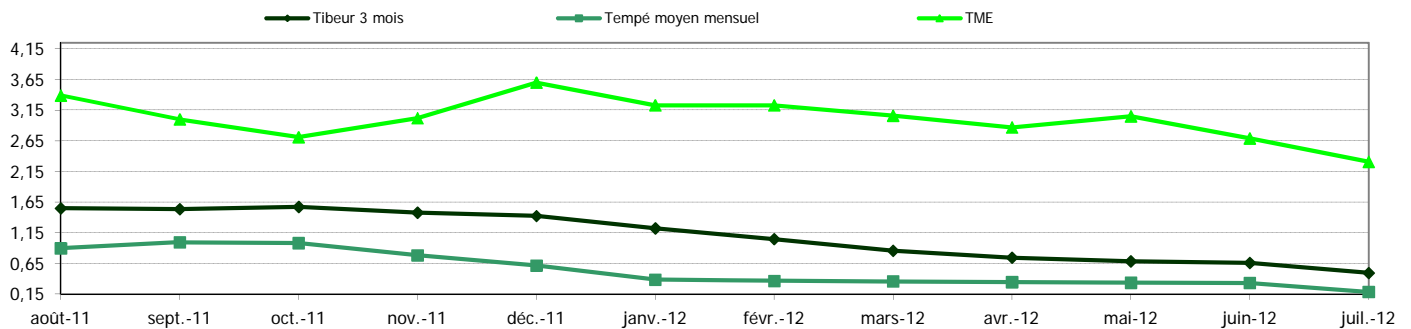
Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR (Juillet 2012)				
Mars	Mai	Juin	Juillet	1 mois	3 mois	6 mois	1 an	
0,3475%	0,3370%	0,3333%	0,1864%	0,2180%	0,4960%	0,7790%	1,0600%	
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)				
Avril	Mai	Juin	Juillet	Avril	Mai	Juin	Juillet	
3,05%	2,79%	2,69%	2,31%	3,25%	2,99%	2,89%	2,51%	

Taux de l'usure (applicable au troisième trimestre 2012)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure		Seuils de l'usure
Prêts immobiliers		Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 6 000 € et prêts viagers hypothécaires	14,07%
Prêts à taux fixe	6,36%	Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 6 000 €	11,23%
Prêts à taux variable	5,81%	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	
Prêts-relais	6,32%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	9,01%
Autres prêts		Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	4,63%
Prêts d'un montant < ou = à 1524 €	20,25%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	6,20%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 € et prêts viagers hypothécaires	19,24%	Découverts en compte (1)	13,53%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 €	16,40%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	6,01%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 3 000 € et < ou = à 6 000 € et prêts viagers hypothécaires	16,88%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 3 000 € et < ou = à 6 000 €	14,04%	Découverts en compte (1)	13,53%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

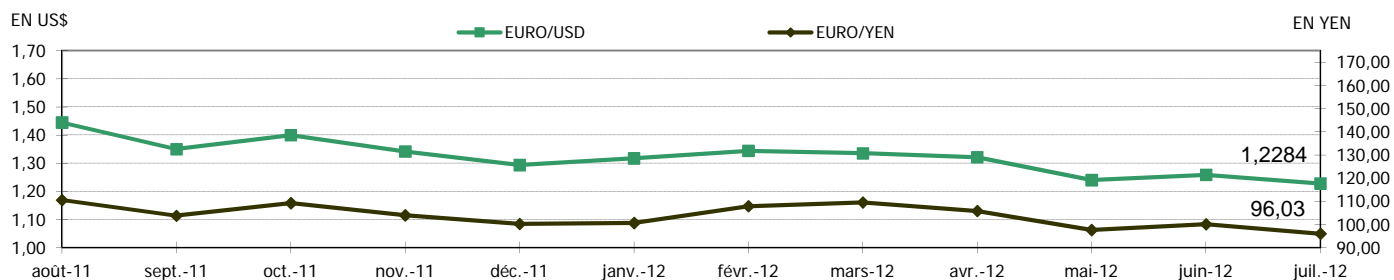
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,2284	EURO/ZAR (Afrique du sud)	10,0556	EURO/SRD (Surinam)	4,05750
EURO/JPY (Japon)	96,0300	EURO/BWP (Botswana)	9,45440	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,20090
EURO/CAD (Canada)	1,2312	EURO/SCR (Seychelles)	17,2819	EURO/DOP (Rép. Dom.)	48,0566
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,78400	EURO/MUR (Maurice)	38,1772	EURO/BBB (La Barbade)	2,45910
EURO/SGD (Singapour)	1,5278	EURO/BRL (Brésil)	2,5117	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	7,87000
EURO/HKD (Hong-Kong)	9,5246	EURO/VEF (Vénézuéla)	5,28050	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2792,5946	EURO/XCD (Dominique)	3,3198	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur et responsable de la publication : N. de SEZE

Editeur et Imprimeur : IEDOM - 164, rue de Rivoli - 75001 Paris

Achévé d'imprimer le 21 août 2012 - Dépôt légal : août 2012 - ISSN 1284-4438